

Pervez Musharraf inaugure son mandat de « président civil » du Pakistan

vendredi 30 novembre 2007, par [CHIPAUX Françoise](#) (Date de rédaction antérieure : 29 novembre 2007).

Sommaire

- [Affrontements entre la police](#)
- [Pervez Musharraf promet la \(...\)](#)
- [Nawaz Sharif boycottera le \(...\)](#)

ISLAMABAD CORRESPONDANTE

Le Pakistan est entré dans une nouvelle ère, jeudi 29 novembre, avec la prestation de serment du président Pervez Musharraf pour un deuxième mandat de cinq ans. Le chef de l'Etat, qui a renoncé, mercredi, à son poste de chef de l'armée, a juré devant le nouveau président de la Cour suprême, Abdul Hameed Dogar, qu'il « *préservait, protégerait et défendrait la Constitution de la République islamique du Pakistan* ».

Sans doute pour éviter toute future controverse, M. Musharraf a prêté serment sur la Constitution de 1973, normalement suspendue depuis l'imposition de l'état d'urgence le 3 novembre. Le président pakistanais, qui devait s'adresser à la nation dans la soirée, a affirmé, devant le parterre de dignitaires invités à la cérémonie, que « *le Pakistan deviendrait plus fort avec moi comme président en civil et le général Ashfaq Pervez Kiyani comme chef de l'armée* ». Il a rendu un hommage appuyé à son successeur à la tête de l'armée, auquel il a renouvelé toute sa « *confiance* ».

M. Musharraf, qui a pourtant tout tenté pour prévenir le retour au Pakistan des deux ex-premier ministres Benazir Bhutto et Nawaz Sharif, a déclaré qu'il « *pensait que leur présence était bonne pour la réconciliation politique* », à laquelle il les a appelés. Il a toutefois ajouté : « *J'espère seulement qu'ils ne suivront pas leurs politiques des années 1990 et qu'ils iront de l'avant pour préserver un environnement politique, démocratique et civilisé.* »

M. Musharraf a en outre dénoncé « *l'obsession irréaliste de l'Occident avec sa forme de démocratie, de droits de l'homme et de libertés civiles* ». « *Nous voulons la démocratie, les droits de l'homme, mais nous l'obtiendrons à notre façon parce que nous comprenons mieux notre environnement que l'Occident* », a-t-il dit, très applaudi par une assemblée jusque-là silencieuse.

Aucune personnalité politique de l'opposition n'a assisté à la cérémonie, organisée au palais présidentiel à Islamabad.

Mercredi, l'ex-première ministre, Benazir Bhutto, avait accueilli favorablement la renonciation du président Pervez Musharraf à son poste de chef de l'armée tout en affirmant : « *Nous ne sommes pas pour autant pressés de l'accepter comme président civil, et nous prendrons toutes les décisions utiles à ce sujet quand nous en aurons délibéré, en prenant en compte tous les aspects de la question.* »

L'autre ex-premier ministre, Nawaz Sharif, a pour sa part contesté la « *légitimité* » de cette

prestation de serment. C'est en effet pour être sûr que la Cour suprême valide sa réélection comme président pour un deuxième mandat que M. Musharraf, alors chef de l'armée, a proclamé l'état d'urgence et décrété un nouvel « *ordre constitutionnel provisoire* » lui permettant d'écarter les juges qu'il considérait comme hostiles, parmi lesquels le premier d'entre eux, placé en résidence surveillée, Iftikhar Mohammed Chaudhry.

Les partis politiques d'opposition discutent toujours d'un éventuel boycottage des élections du 8 janvier.

Tout en continuant de réclamer la levée de l'état d'urgence avant les élections, le président américain, George Bush, s'est déclaré « *reconnaissant* » au président Musharraf - « *une personne qui a beaucoup fait pour la démocratie au Pakistan* » - d'avoir « *tenu parole de quitter l'uniforme* ». M. Bush a aussi qualifié M. Musharraf de « *partenaire absolument fiable* » dans le combat contre les extrémistes et les terroristes islamistes.

Françoise Chipaux

Affrontements entre la police et des avocats à Lahore

Alors que le président pakistanais Pervez Musharraf prêtait serment à Islamabad pour un deuxième mandat présidentiel, des affrontements violents ont opposé, jeudi 29 novembre, à Lahore, capitale de la province du Pendjab, la police à des avocats qui manifestaient contre son régime. Douze d'entre eux ont été blessés. Les avocats sont à la tête de l'opposition à la perpétuation du pouvoir du président Musharraf depuis la première tentative de renvoi, en mars, du président de la Cour suprême, Iftikhar Mohammed Chaudhry.

Les manifestants, au nombre d'environ 200, ont jeté des briques et des pierres sur les forces de l'ordre qui les empêchaient de marcher d'un tribunal à un autre. La police a renvoyé les projectiles alors que les avocats scandaient « *les amis de Musharraf sont des traîtres !* » et « *Va-t-en Musharraf, va-t-en !* » Depuis l'imposition de l'état d'urgence, le 3 novembre, de petites manifestations, généralement sévèrement réprimées, ont lieu quotidiennement à travers le Pakistan. - (Corresp.)

* *Articles parus dans le Monde, édition du 30.11.07.*

LE MONDE | 29.11.07 | 13h55 • Mis à jour le 29.11.07 | 13h55

Pervez Musharraf promet la levée prochaine de l'état d'urgence

Le président pakistanais Pervez Musharraf a annoncé, jeudi 29 novembre, qu'il lèvera l'état d'urgence le 16 décembre, dans un discours diffusé sur la télévision d'Etat PTV. « *J'ai pris la ferme résolution de lever l'état d'urgence et de retirer le décret constitutionnel provisoire le 16 décembre* », a dit le chef de l'Etat, qui a été investi pour un second mandat dans l'après-midi, huit

ans après le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir.

« Maintenant, je pense que la situation générale s'est considérablement améliorée », avait déclaré jeudi le président pakistanais, lors de son investiture : *« Le processus démocratique se déroule selon le programme prévu et le terrorisme est de plus en plus sous contrôle. »*

L'EX-PATRON DE L'ISI À LA TÊTE DE L'ARMÉE

« C'est une étape importante dans la transition du Pakistan vers une démocratie véritable », avait ajouté le président. *« Le Pakistan sera plus fort avec moi comme président civil et le général Kayani comme chef de l'armée »,* avait-il estimé en faisant allusion à Ashfaq Kayani, l'ancien patron des redoutables services secrets militaires (ISI), qui lui a succédé mercredi à la tête des forces armées.

M. Musharraf avait imposé l'état d'urgence le 3 novembre parce que, selon lui, l'ordre judiciaire s'immisçait dans les affaires de l'exécutif, et pour contrer la menace terroriste islamiste. Il avait ensuite estimé qu'il était nécessaire de maintenir cette loi d'exception pour assurer un environnement sécurisé pour les élections du 8 janvier, au moment où le pays vit une vague d'attentats-suicides très meurtriers et où les combattants islamistes proches d'Al-Qaïda gagnent du terrain dans le nord-ouest du pays.

L'opposition, elle, l'accusait d'avoir instauré l'état d'urgence pour mettre au pas la Cour suprême qui menaçait d'invalidier sa réélection du 6 octobre, puis de vouloir le maintenir pour manipuler le scrutin du 8 janvier. La communauté internationale, et notamment les Etats-Unis, faisaient depuis pression pour obtenir la levée de l'état d'urgence avant les élections.

Nawaz Sharif boycottera le scrutin, pas Benazir Bhutto

L'ex-premier ministre Nawaz Sharif a annoncé qu'une alliance de partis de l'opposition (Mouvement démocratique de tous les partis, APDM) avait décidé de boycotter les élections législatives et provinciales du 8 janvier. L'APDM comprend des mouvements laïques et des formations islamistes, dont certaines proches des talibans.

Nawaz Sharif a indiqué qu'il essaierait de convaincre d'autres formations de participer à ce boycott pour que celui-ci soit efficace. Mais l'ancienne premier ministre Benazir Bhutto a aussitôt fait savoir que son parti, le principal mouvement d'opposition pakistanais, envisageait toujours de participer au scrutin. Elle se réserve toutefois le droit de décider plus tard de le boycotter. - (Avec AFP.)

* LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 29.11.07 | 17h57 • Mis à jour le 29.11.07 | 20h49.